

Etude prospective Adour 2050

Compte-rendu du Comité de Pilotage

Evaluation des scénarios alternatifs et choix du(es) scénario(s) jugé(s) le(s) plus souhaitable(s)

22 octobre 2018 – Pau

Personnes présentes

Membres du comité de pilotage :

Laurence ANCIEN – Elue de l’Institution Adour – dpt 65
Sandrine AUBIE-LEGENDRE – DDT 32
Christiane AUTIGEON – Vice-présidente de l’Institution Adour – dpt 65
Jean ARRIUBERGE – Elu de l’Institution Adour – dpt 64
Emmanuelle BEGUE – Directrice du PLVG
Gabriel BELLOCQ – Elu de l’Institution Adour – dpt 40
Gaël BRACHET – DDTM 64
Michel CAPERAN – Président du SMBGP
Paul CARRERE – Président de l’Institution Adour ; Président du SAGE Midouze
Jean-Louis CAZAUBON – Vice-président de la région Occitanie
Valérie DEQUEKER – Vice-présidente de la CLE du SAGE Adour aval et de la CLE du SAGE côtiers
basques
Christian DUCOS – Vice-président de la CLE du SAGE Adour amont
Juliette FRIEDLING – DDTM 64
Albert LARROUSSET – Président du SAGE côtiers basques
Jean-Pascal LEBRETON – DDTM 40
Marc PAYROS – Vice-président du SAGE Midouze
Charles PELANNE – Vice-président de l’Institution Adour – dpt 64
Frédéric PERISSAT – Préfet des Landes / coordonnateur de bassin
Didier PORTELLI – Directeur général des services de l’Institution Adour
Bernard SOUDAR – Vice-Président de la CLE du SAGE Adour amont
Bruno VINUALES – Président du PLVG

Membres du comité technique :

Marion ALVAREZ – Animatrice du SAGE Midouze
Marie BAREILLE – Animatrice du SAGE Adour aval

Perrine BONNEFON – Communauté d’agglomération Pau Béarn Pyrénées
Sandrine BUTRUILLE – Conseil départemental 65
Mathilde CHAUSSECOURTE – Animatrice de la démarche Adour 2050
Floriane DYBUL – Animatrice du SAGE Adour amont
Catherine LABAY – Conseil départemental 65 – DDL - SEA
Claude LAFFONTA – Conseil départemental 65
Stéphanie LANUSSE – Animatrice du SAGE côtiers basques
Frédérique LEMONT – Conseil départemental 40
Karine LIERON – Conseil départemental 32
Christophe RAMBEAU – Agence de l’eau Adour-Garonne
Philippe REGNACQ – Observatoire de l’eau du bassin de l’Adour
Raphaël ROY – SIGOM

Comité scientifique : Xavier Arnaud DE SARTE - spécialiste de la gestion des milieux naturels et du développement territorial, directeur de recherches au CNRS, affecté à l’université de Pau et des Pays de l’Adour

Groupement : Pierre STROSSER (ACTeon), Véronique LAMBLIN (Futuribles) & Audrey BAYLE (CACG – sous-traitance outil de modélisation)

Personnes excusées

François BAYROU – Président de l’agglomération Pau Béarn Pyrénées
Christian BERTHOUX – Vice-président du Grand Dax
Francis BETBEDER – Vice-président de la CLE du SAGE Adour aval
Gérard CASTET – Vice-président de l’Institution Adour – dpt 32
Jean-Jacques CORSAN – Conseiller régional Nouvelle-Aquitaine
Dominique DEGOS – Elue de l’Institution Adour – dpt 40
Frédéric FOURNIER – DDT 65
Jean GUILHAS – Elu de l’Institution Adour – dpt 65
Laure ISNARD – Région Occitanie
Rachel JOUAN-DANIEL – Membre du comité scientifique
Yves LAHOUN – Président de la CLE du SAGE Adour aval
Vincent LESPERON – Vice-président de la CLE du SAGE Midouze
Bernard LOUGAROT – Président du SIGOM
Véronique MABRUT – Directrice de l’agence de l’eau Adour-Garonne, délégation Adour et côtiers
Véronique MICHEL – Grand Dax
Henri PELLIZZARO – SMBGP
Bernard POUBLAN – Elu de l’Institution Adour – dpt 65
Eric SAUQUET – Membre du comité scientifique
Hélène SAZATORNIL - PLVG
Bernard VERDIER – Président de la CLE du SAGE Adour amont

Introduction

La réunion du Comité de Pilotage (COPIL) de l'étude prospective Adour 2050 qui s'est tenue le 22 octobre 2018 à Pau a abordé les résultats de l'évaluation des impacts potentiels des scénarios alternatifs, et le choix du(es) scénario(s) jugé(s) le(s) plus souhaitable(s). Comité de pilotage de fin de phase 2 de la démarche, cette réunion a également permis de présenter le cadrage de la phase 3 dont l'objectif est de travailler sur des pistes d'adaptation qui contribueront à converger vers le(s) scénario(s) jugé(s) le(s) plus souhaitable(s). Les principaux points abordés lors de la réunion sont résumés ci-dessous.

Le Président de l'Institution Adour (IA) **Paul Carrère** introduit les débats de ce COPIL dont l'objectif est de choisir un ou des scénarios jugés les plus souhaitables, au regard de l'ensemble des résultats en particulier des travaux d'évaluation des impacts potentiels. Il rappelle l'importance de choisir un scénario qui propose un partage de l'effort (*ne pas mettre la charge toujours sur les mêmes*).

Monsieur le Préfet coordonnateur de bassin de l'Adour, Préfet des Landes, souligne en particulier la nécessité de faire un choix par consensus, mais en assurant que ce choix ne soit pas un choix de compromis : il est essentiel que le COPIL ne choisisse pas un scénario *médian*, mais soit réellement ambitieux.

L'introduction est complétée par un rappel par **Mathilde Chaussecourte** (IA) de la démarche menée à ce jour et du positionnement de ce COPIL à une étape clé entre la fin de la phase 2 d'élaboration et d'évaluation de scénarios alternatifs et la phase 3 d'élaboration de pistes d'adaptation.



Quel(s) scénario(s) jugé(s) le(s) plus souhaitable(s) ? Synthèse des débats

Suite au rappel des caractéristiques clés des 6 scénarios alternatifs élaborés, l'attention du COPIL s'est portée sur la **performance des scénarios alternatifs** selon les critères de gestion des ressources en eau et socio-économiques choisis. Chaque scénario a été présenté dans un premier temps en comparant sa performance à celle du scénario tendanciel choisi comme référence. Puis les scénarios alternatifs ont été comparés entre eux sur l'ensemble des critères.

A noter :

- Le critère « Coût à la charge des ménages » est un critère peu discriminant entre les scénarios, les critères « santé » et « risque de non-respect des DOE » étant moyennement discriminants, ce dernier critère étant cependant également un paramètre explicatif d'autres critères fortement discriminants.
- Le volet financier est intégré dans les évaluations menées pour chaque scénario, une diversité de mécanismes de financements étant pris en compte selon les scénarios. Dans le scénario « l'environnement au cœur du développement » par exemple, les différentes activités et habitants du territoire contribuent financièrement à la politique de l'eau selon les services rendus par l'environnement dont ils bénéficient. La mise en place ou non de la Taxe GEMAPI est considérée, celle-ci ayant un impact faible cependant sur les critères même si son rôle et intérêt sont clairs et que celle-ci peut-être importante pour le financement de la politique de l'eau du territoire.

Les contributions et débats de la salle concernant les différents scénarios et leurs impacts potentiels sont résumés dans le tableau suivant.

Scénario		
Démission de la puissance publique et déclin des activités	<i>Pas d'augmentation de coût à la charge des ménages. Peu de conflits d'usage</i>	<i>Déséquilibre entre dynamisme économique et emploi. L'absence d'appui de la puissance publique pose question et conduit à un scénario déséquilibré : la force publique doit être présente pour appuyer la mise en œuvre de la politique de l'eau.</i>
Développement économique « coûte-que-coûte »	<i>Dynamisme économique et emploi</i>	<i>Un scénario caractérisé par « de la tension partout » sauf pour le dynamisme économique et l'emploi</i>
Des (tous) petits pas	<i>Scénario de la sagesse. Peut être serait-il pertinent d'allonger les pas pour s'approcher du scénario souhaitable. Les conflits d'usage sont saisonniers.</i>	<i>Manque d'ambition, même si ce scénario est rassurant. Réfléchir à un scénario économique concret pour l'agriculture notamment, demandant de réfléchir à un nouveau modèle agricole demandant d'accompagner les grosses coopératives (Vivadour, Maisadour) à long terme</i>
Mutation agricole et reconversion vers l'écotourisme	<i>Positif pour la ressource en eau.</i>	<i>Emploi et dynamisme économique défaillant donc un scénario qui n'est pas viable. Il y a moins d'eau mais également moins d'emploi. Les agriculteurs doivent être accompagnés sinon le territoire n'ira nulle part. Il pourrait être important de pouvoir stocker de l'eau dans de petits ouvrages (10 000 m³) pour l'emploi pour répondre à de nouvelles productions demandeuses d'eau (kiwi, vigne, ...). Voir la possibilité d'élargir utilisation de l'eau à des fins plus urbaines.</i>
Prise en compte proactive des enjeux « eau »	<i>Un scénario ambitieux, mais qui reste équilibré. Un premier pas ou une transition pour aller vers le scénario suivant. Importance du multi usages de l'eau</i>	<i>Le coût est à la charge des ménages. Mais cet aspect semble plutôt gérable.</i>

<p>L'environnement au cœur du développement économique</p>	<p><i>Un scénario d'ambition à long terme sachant que nous avons besoin pour la qualité d'eau des rivières, les eaux de baignade (y compris sur le littoral/en mer). L'atout des milieux est un élément primordial pour le développement du territoire, et il est important que les ménages contribuent. On note une maturation de l'opinion publique rapide en ce moment, les critères environnementaux et le climat devenant des priorités. Il faut du courage politique à la mesure de cette ambition.</i></p>	<p><i>Trop ambitieux pour certains acteurs économiques qui ne sont pas prêts. Besoin d'éléments plus précis sur la reconversion agricole du territoire. Il est important de ne pas fabriquer des déserts dans certains secteurs.</i></p>
---	---	--

Au-delà des contributions et réactions propres à chaque scénario, les débats ont également soulignés :

- L'importance de *la solidarité amont/aval, avec par exemple les digues à entretenir sur un petit territoire trop pauvre qui pose la question de « qui paye pour ces digues ? »* ;
- Le nécessaire changement de mentalité *pour évoluer vers le scénario 5 puis aller vers le scénario 6, un changement de mentalité qui va prendre du temps pour l'ensemble des usagers* ;
- La nécessité d'aller au-delà de ce que les scénarios proposent pour la *gestion quantitative de la ressource en eau, aucun des scénarii ne gérant complètement cet enjeu (sachant qu'il manque 1 milliard de m³ de toute façon non entièrement compensables)* ;
- Le fait que certains usages auront plus d'efforts à faire que d'autres selon le scénario choisi ;
- L'évolution à la baisse de la consommation en eau potable que connaît l'ensemble du territoire (voir exemple de l'agglomération paloise), qui souligne une certaine prise de conscience globale, mais la *nécessité d'anticiper pour assurer une forte attractivité du territoire*.

Au regard de ces éléments, les **membres du COPIL ont retenu les scénarios 5 et 6 comme scénarios jugés les plus souhaitables** pour l'évolution futur du territoire de l'Adour et des côtiers basques. Il sera cependant nécessaire d'apporter des clarifications (avec des exemples concrets) sur les différences entre ces deux scénarios, le scénario 6 en particulier assurant des synergies et une cohérence forte entre les différentes composantes de gestion de l'eau et d'autres politiques comme la protection de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique, la protection des sols, etc.. Il

sera important maintenant d'**engager et de mobiliser les acteurs** autour de ces scénarios de changement.

Quelles suites ?

Les éléments présentés et discutés lors de ce comité de pilotage, et en particulier le choix des deux scénarios jugés les plus souhaitables, seront présentés lors d'une **réunion publique** (date et lieu qui restent à définir) de format identique à celui des deux réunions publiques organisées depuis le démarrage de l'étude prospective. Cette réunion publique contribuera à partager et diffuser les résultats de l'étude auprès des acteurs et du grand public. Même si il est important de présenter la démarche et les éléments ayant conduit au choix des deux scénarios (par soucis de transparence), ce sont bien le contenu des deux scénarios et les bénéfices qu'ils apporteraient au territoire qui devront être au centre des présentations et débats de cette réunion publique. Il sera important d'explicitier les différences entre les deux scénarios retenus, permettant à chacun de bien comprendre les implications de chacun de ces deux scénarii.

Le rapport finalisé de phase 2 donnera lieu à une **synthèse pédagogique** qui contribuera également à faciliter la diffusion et l'appropriation des résultats par le plus grand nombre.

Les travaux de **phase 3 sur les pistes d'adaptations** permettant de tendre vers les 2 scénarios jugés les plus souhaitables vont maintenant démarrer. Les pistes identifiées n'auront pas de portée réglementaire, mais permettront d'accompagner le territoire dans des choix et décisions prises à différents niveaux. La **fin de l'étude et le dernier COPIL** sont **prévus pour mars 2019**, avec une dernière réunion publique qui présentera les pistes d'adaptation. A souligner : la mise en œuvre effective des pistes d'adaptation qui seront proposées nécessitera la mobilisation de tous ainsi que des investissements dans la communication, la mobilisation de ressources financières, etc.